

Délibération n°164 du Collège de l'Agence française de lutte contre le dopage
Relative à la détermination des conditions générales de passation des contrats,
conventions et marchés

Le Collège de l'Agence française de lutte contre le dopage,

Vu le code du sport, notamment ses articles R. 232-10 et R. 232.41

Vu l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics,

Vu le décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,

Vu le décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,

Vu la décision n° 329100 du Conseil d'État statuant au contentieux en date du 10 février 2010,

Vu les délibérations n° 7 en date du 5 octobre 2006, portant conditions provisoires de passation des conventions et des marchés, et n° 57 du 12 juillet 2007 fixant les procédures de passation des marchés adaptés, du Collège de l'Agence française de lutte contre le dopage,

DÉCIDE

Article 1^{er} : La politique générale d'achat de l'Agence est soumise au décret n° 2006-975 portant code des marchés publics, en application de l'article 3-II de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005, qui laisse la possibilité aux pouvoirs adjudicateurs d'appliquer volontairement les règles prévues par le code des marchés publics.

Article 2 : La politique d'achat spécifique aux activités de recherche est soumise aux dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005.

Article 3 : Le contenu des procédures qui permet à l'Agence de constater que l'achat a été réalisé dans des conditions satisfaisantes de transparence est annexé à la présente délibération.

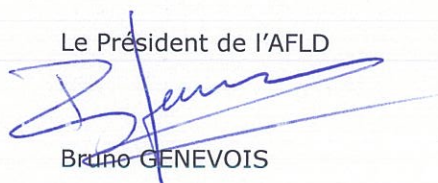
Article 4 : Le représentant du pouvoir adjudicateur attribue les marchés sur la base d'un rapport d'analyse des offres établi par les services techniques et administratifs compétents de l'Agence.

Article 5 : La présente délibération abroge les délibérations n° 7 et 57 susvisés.

Article 6 : La présente délibération sera publiée sur le site Internet de l'Agence.

La présente délibération a été adoptée le 17 mars 2011 avec la participation de M. Bruno GENEVOIS, Président, et de MM. Jean-François BLOCH-LAINÉ, Claude BOUDÈNE, Laurent DAVENAS, Sébastien FLUTE, Jean-Pierre GOULLÉ, Guy JOLY et Michel Le MOAL, Membres.

Le Président de l'AFLD



Bruno GENEVOIS